

Communiqué de presse du 29 mai 2017

Duo Macron-Buzyn, un danger pour la santé

Le Syndicat de la Médecine Générale s'inquiète du programme santé d'Emmanuel Macron. Austérité, démantèlement de la solidarité au profit des assurances privées et soutien à l'industrie pharmaceutique, risquent de mettre en péril la santé de tous et toutes.

Emmanuel Macron prévoit de réduire les dépenses de l'État de 25 milliards, de l'assurance-chômage de 10 milliards, de l'Assurance maladie de 15 milliards et des collectivités territoriales de 10 milliards d'euros (1). On ne peut que se préoccuper de cette baisse des dépenses publiques qui servent à financer la solidarité et les services publics. Le recours à la numérisation forcée et à la télémédecine n'y changeront rien. On ne peut pas faire mieux avec toujours moins.

En remplaçant la cotisation salariale, gérée en partie par les représentants des travailleurs et dédiée au financement de la protection sociale, par un impôt, la CSG (Cotisation Sociale Généralisée), Emmanuel Macron prévoit une reprise en main autoritaire de la solidarité par l'État. A l'instar d'autres pays européens, l'État français aura alors tout loisir de réduire les allocations-chômagés ou les dépenses de santé sans concertation avec les partenaires sociaux (2) en fonction des conjonctures ou des priorités. En Grande-Bretagne, l'allocation chômage (qui ressemble plus à une aumône) est ainsi tombée pour tous à 65,45 livres par semaine, (75,92 euros) quel que soit l'emploi ou le temps travaillé. Au Danemark, le niveau des pensions de retraite varie d'un mois sur l'autre en fonction de l'inflation.

Enfin, l'annonce de l'accélération des procédures des AMM (autorisations de mise sur le marché) des médicaments (3) et la nomination d'Agnès Buzyn comme ministre de la Santé, qui clame sa connivence avec l'industrie pharmaceutique (4), mettent en danger les patients. On peut dès lors prédire de nouvelles catastrophes sanitaires comme le Mediator® avec la commercialisation de médicaments mal évalués par des experts ayant des conflits d'intérêts avec l'industrie. La nomination de Gilles de Margerie, ex directeur général adjoint de Humanis, 3^e groupe assureur complémentaire santé comme directeur de cabinet de la ministre de la Santé, montre à quel point le projet de Macron s'oriente vers une privatisation rampante de notre Sécurité sociale. Les médias réactionnaires s'en félicitent déjà (5).

La santé d'une population dépend très largement de paramètres non médicaux : logement, revenus, niveau d'inégalités, services publics, comme l'a montré par exemple Richard Wilkinson (6). En engageant une politique austéritaire et étatique, Emmanuel Macron et son gouvernement risquent de précariser encore plus la société française, d'augmenter le niveau d'inégalités et de dégrader l'état de santé de la population.

(1) http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/02/24/macron-60-milliards-d-economie-de-depenses-publiques_5084842_4854003.html

(2) <https://www.marianne.net/debattons/blogs/les-economistes-atterres/remplacer-des-cotisations-salariales-par-la-csg-erreur-ou>

(3) <https://en-marche.fr/emmanuel-macron/le-programme/sante>

(4) <https://www.mediapart.fr/journal/france/070316/les-petits-arrangements-de-la-nouvelle-presidente-de-la-haute-autorite-de-sante>

(5) <http://www.lopinion.fr/edition/economie/gilles-margerie-assureur-directeur-cabinet-ministre-sante-127173>

(6) Wilkinson Richard, *L'égalité, c'est la santé*, Démopolis, 2010, 252 p.

Contacts

Martine Lalande : 06 03 36 66 17

Guillaume Getz : 06 22 61 35 12